

CONSEIL MUNICIPAL

PROCÈS-VERBAL de la séance du 25 JANVIER 2024

Date de la convocation : **19 janvier 2024**

Nombre de présents : **17**

Nombre de conseillers en exercice : **23**

Nombre de votants : **20 dont 3 pouvoirs**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-cinq janvier, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de ROCHESERVIÈRE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en la maison commune, sous la présidence de M. Bernard DABRETEAU, Maire sur la convocation qui leur a été adressée individuellement conformément à l'article L. 2121-10 du code général des collectivités territoriales.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Bernard DABRETEAU - Joël OIRY – Mme Martine FAUCHARD – M. Antoine ORCIL – Mme Iraceme GONCALVES – M. Laurent BERTAUD – Mmes Christelle SAUVAGET - Marie-Andrée LARDIÈRE – MM. Vincent BRETECHER - Patrice PAVAGEAU – Mmes Valérie TARDY – Mélanie CHOBLET – MM. Sébastien PAVAGEAU – Grégory THEPAULT – Mmes Aurélie JOULIN – Solène GUIBERT – M. Baptiste SORIN

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS :

Mme Véronique BERGER MACOIN a donné pouvoir à Mme Martine FAUCHARD – M. Mathieu ROBIN a donné pouvoir à M. Baptiste SORIN – Mme Sylvia CORDEL a donné pouvoir à Mme Aurélie JOULIN

ÉTAIENT ABSENTS : M. Franck CORNEVIN (*excusé*) - Mme Aurélie GAZEAU – M. Fabien GUIBRETEAU

Assistait également à la réunion : Mme Véronique CANTIN, Directrice Générale des Services.

En application de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal désigne Mme Marie-Andrée LARDIÈRE comme secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- | | |
|-------------|---|
| 01.01.24 | ACTUALISATION DES STATUTS DE TERRES DE MONTAIGU, COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION |
| 02.01.24 | CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE TERRES DE MONTAIGU, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION, LE CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CIAS) ET LES COMMUNES DU TERRITOIRE POUR LE RENOUVELLEMENT DES MARCHES D'ACQUISITION DE SYSTEMES D'IMPRESSIONS INFORMATIQUES ET PRESTATIONS ASSOCIÉES |
| REPORTÉ | AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION PRESENTÉE AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PAR LA SOCIETE ORCAB A ROCHESERVIÈRE EN VUE DE L'EXTENSION D'UN BATIMENT LOGISTIQUE |
| 03.01.24 | CESSION DES PARCELLES AC 527 ET AC 528 – MODIFICATION DU PORTEUR DE PROJET |
| INFORMATION | ACTUALISATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS) ET DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS |
| 04.01.24 | ZAC DE LA CAILLONNIERE - TRANCHES 4 ET 5 : AVENANT COLAS/GADAIS |
| 05.01.24 | AFFAIRES SCOLAIRES – PARTICIPATION COMMUNALE AUX UNITES LOCALISEES POUR L'INCLUSION SCOLAIRE (U.L.I.S) |
| 06.01.24 | ACQUISITION DE LA PARCELLE N°AC 290 EN NATURE DE VOIRIE DU LOTISSEMENT RUE DE LA DOUCE |
| 07.01.24 | ACQUISITION DE LA PARCELLE N°ZC 226 EN NATURE DE VOIRIE DU LOTISSEMENT RUE DE LA SOURCE |
| 08.01.24 | ACQUISITION DE LA PARCELLE N°AC211 EN NATURE DE VOIRIE DU LOTISSEMENT RUE DES GENETS |

INFORMATIONS DIVERSES

- Décisions du Maire
- ZAC de la Caillonnaière
- Bâtiments communaux : Point sur les travaux programmés
- Traitement des biodéchets
- Vernissage exposition « Exposition Le Corps »
- Ciné-Débat « Résilience Grand Lieu ? »
- Planning prévisionnel des Conseils Municipaux du 1er semestre 2024

Après l'ouverture de la séance du conseil municipal par M. le Maire, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal nomme Mme Marie-Andrée LARDIÈRE en qualité de secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 14 décembre 2024 est adopté à l'unanimité des présents et représentés.

INTERCOMMUNALITÉ

01.01.24 - ACTUALISATION DES STATUTS DE TERRES DE MONTAIGU, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Rapporteur : Bernard DABRETEAU, Maire

M. le Maire rappelle que conformément à l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales, la communauté de communes a dû se doter en 2021 des compétences obligatoires définies à l'article L.5216-5 I du code général des collectivités territoriales en lieu et place des communes qui la composaient et préalablement à sa transformation en communauté d'agglomération au 1^{er} janvier 2022.

Il rappelle également que de façon concomitante, plusieurs compétences supplémentaires avaient été transférées à la communauté de communes dont certaines sont soumises à la définition de l'intérêt communautaire avec une date de prise d'effet au 31 décembre 2021.

Au vu de ces éléments, il est donc proposé d'actualiser les statuts de Terres de Montaigu, communauté d'agglomération dont les principales modifications portent sur :

- ✓ La nouvelle répartition des compétences obligatoires et supplémentaires du fait de la transformation en communauté d'agglomération,
- ✓ Les références aux articles du code général des collectivités territoriales en conséquence,
- ✓ La mise à jour des compétences supplémentaires au point 4.5 « Participation à une convention France Services »
- ✓ La mise à jour des compétences supplémentaires non soumises à la définition de l'intérêt communautaire :
- ✓ L'ajout de la compétence Production d'énergies renouvelables inscrite au point 4.7 – Aménager, exploiter, faire aménager et faire exploiter les installations de production d'électricité photovoltaïque d'une puissance inférieure à 30 kWc et les installations de production d'électricité éolienne d'une puissance inférieure à 500 kW pour les besoins des équipements communautaires.
- ✓ L'ajout de la compétence Agriculture et Alimentation inscrite au point 4.8 – Coordination et animation du Projet Alimentaire Territorial (élaboration, suivi de la mise en œuvre, évaluation...)
- ✓ Un complément et des suppressions sont apportés au point 4.11 Culture et sport exercé par la communauté d'agglomération,
- ✓ L'ajout d'une compétence à part entière au point 4.12 l'aérodrome de St Georges de Montaigu,
- ✓ Des actualisations aux points suivants : 4.13 Politique Sociale et 4.15 Etude, création, aménagement, gestion de locaux.

Conformément aux règles de droit commun, cette modification statutaire doit faire l'objet d'une délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Puis dans un délai de 3 mois à compter de la notification de cette décision, elle doit recueillir l'accord des conseils municipaux à la majorité qualifiée des communes membres.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** les actualisations apportées aux statuts de Terres de Montaigu dans le cadre de la transformation de la communauté de communes en communauté d'agglomération,

- **COMPLETE** les compétences supplémentaires non soumises à la définition de l'intérêt communautaire,
- **VALIDE** les nouveaux statuts de Terres tels que présentés en annexe,
- **CHARGE** M. le Maire d'exécuter la présente délibération en tant que de besoin.

02.01.24 - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE TERRES DE MONTAIGU, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION, LE CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CIAS) ET LES COMMUNES DU TERRITOIRE POUR LE RENOUVELLEMENT DES MARCHES D'ACQUISITION DE SYSTEMES D'IMPRESSIONS INFORMATIQUES ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Rapporteur : Bernard DABRETEAU, Maire

M. le Maire informe l'assemblée que les marchés portant sur l'acquisition de systèmes d'impressions informatiques et l'exécution de prestations associées, pilotés par la Direction des systèmes d'information et de la transition numérique de Terres de Montaignu, arrivent à échéance fin mai 2024.

Par conséquent, Terres de Montaignu, le CIAS et les communes du territoire ont décidé de reformer un groupement de commandes pour la passation de nouveaux marchés, dans le but de mutualiser les besoins sur l'ensemble du territoire avec notamment une rationalisation des achats (réalisation d'économies via une massification des besoins, réduction des coûts en terme de procédures juridiques, etc.).

Les matériels fournis permettront le renouvellement et l'évolution du parc des systèmes d'impressions des différentes entités, en conservant le dispositif d'acquisition du matériel.

Les prestations annexes à l'acquisition du matériel demandées aux futurs prestataires sont les suivantes :

- ⇒ Fourniture du matériel,
- ⇒ Installation du matériel sur les sites,
- ⇒ Connexion du logiciel au réseau (Tests),
- ⇒ Formation des utilisateurs,
- ⇒ Maintenance préventive et curative comprenant la fourniture et la livraison des consommables tels que les cartouches d'encre, agrafes, ...),
- ⇒ Fourniture logiciel de supervision.

Le(s) titulaire(s) aura(ont) également à sa(leur) charge l'enlèvement des anciens matériels.

La création d'un groupement de commandes nécessite obligatoirement l'élaboration d'une convention constitutive signée par l'ensemble des entités adhérant au groupement.

Cette convention constitutive a pour objet de définir les modalités d'organisation du groupement et les missions de chacun des membres, notamment celles du coordonnateur.

Terres de Montaignu, Communauté d'agglomération est désignée coordonnateur du groupement de commandes par l'ensemble des membres, via la Direction des systèmes d'information et de la transition numérique.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée.

Les membres s'engagent contractuellement les uns envers les autres par la signature de cette convention de groupement qui vise à définir les conditions de fonctionnement du groupement de commandes créé en vue de la passation d'un marché public.

Une procédure de mise en concurrence sera lancée en application des dispositions en vigueur en matière de commande publique.

Au regard du montant estimatif des prestations à exécuter, la procédure de consultation sera lancée sous la forme d'une procédure formalisée (appel d'offres ouvert) car supérieure au seuil de 221.000,00 € HT pour les marchés de fournitures et de services des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Par conséquent, la mise en place ou désignation d'une Commission d'appel d'offres (CAO) dans le cadre de ce groupement est nécessaire. La CAO du coordonnateur (Terres de Montaignu) est désignée compétente dans le cadre de ce groupement.

Entendu l'exposé et sur proposition de M. le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **VALIDE** la constitution d'un groupement de commandes entre Terres de Montaigu, le CIAS et les communes du territoire pour les prestations concernées,
- **VALIDE** le rôle de coordonnateur du groupement confié à Terres de Montaigu, via la Direction des systèmes d'information et de la transition numérique,
- **APPROUVE** les dispositions du projet de convention constitutive du groupement de commandes,
- **AUTORISE** M. le Maire à signer la convention constitutive du groupement et prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

AFFAIRES GÉNÉRALES

AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION PRESENTÉE AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PAR LA SOCIÉTÉ ORCAB A ROCHESERVIÈRE EN VUE DE L'EXTENSION D'UN BATIMENT LOGISTIQUE

Rapporteur : Bernard DABRETEAU, Maire

A la demande de M. Le Maire, le point est retiré de l'ordre du jour. Celui-ci est reporté lors de la prochaine séance du Conseil Municipal en date du jeudi 8 février prochain à 20h30.

03.01.24 – CESSIION DES PARCELLES AC 527 ET AC 528 – MODIFICATION DU PORTEUR DE PROJET

Rapporteur : Bernard DABRETEAU, Maire

M. le Maire expose :

Le conseil municipal a délibéré favorablement le 8 juin 2023 sur la cession des parcelles ex-AC 500p et 502p (superficie de 02a 17ca) à M. et Mme MORICE, pour un montant de 27 000 euros en vue de l'installation d'une agence immobilière et d'une cellule commerciale destinée à la location.

Ces deux parcelles sont désormais recadastrées AC 527 pour 02a 01ca et AC 528 pour 16 ca.

Par courrier LR/AR reçu le 5 janvier 2024, M. et Mme MORICE informe M. le Maire de l'abandon de leur projet d'acquisition des parcelles nouvellement cadastrées AC 527 et AC 528 en raison du contexte économique tendu dans le secteur immobilier.

Or un autre acquéreur propose de se substituer à M. & Mme MORICE et de réaliser l'achat pour édifier les constructions dans les mêmes conditions qu'initialement prévues.

Ainsi, la SAS XOA Tech, représentée par MM AMIAND Xavier et Olivier se porte acquéreur par courrier du 25 janvier 2024 des parcelles AC 527 et AC 528 pour le prix de 27 000 euros nets vendeur.

M. le Maire précise que le projet est repris à l'identique du projet initial, en effet les artisans ainsi que le maître d'œuvre sont déjà identifiés par le nouvel acheteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** la vente des parcelles cadastrées AC 527 de 02a 01ca et AC 528 de 16ca à la **SAS XOA Tech**,
- **FIXE** le prix de vente à 27 000 euros nets vendeur,
- **MANDATE** M. le Maire pour faire établir l'acte notarié nécessaire à la réalisation de la cession,
- **DIT** que les frais d'acte seront à la charge de l'acquéreur.

INFORMATION : ACTUALISATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS) ET DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS

Rapporteur : Bernard DABRETEAU, Maire

Le PCS de la Commune de Rocheservière, adopté par délibération n°39.05.15 du 12/05/2015, a été actualisé et transmis aux services de l'Etat.

M. le Maire rappelle qu'il a été mis en place en 2015 et qu'il reprend :

- L'identification des risques encourus par la Commune : neige, verglas, séisme, inondation, risques industriels, ...
- Les zones à risques et secteurs exposés notamment pour les inondations ;
- Les réflexes à adopter en cas d'évènement majeur ;
- Les moyens humains et matériels à déployer et à mettre à disposition de la population.
-

Sa mise à jour était nécessaire depuis sa mise en place suite au renouvellement des élus et aux mouvements de personnel.

Ce document est consultable en Mairie et sera transmis aux élus avec le présent procès-verbal.

FINANCES

04.01.24 - ZAC DE LA CAILLONNIERE - TRANCHES 4 ET 5 : AVENANT COLAS/GADAIS

Rapporteur : Bernard DABRETEAU, Maire

M. le Maire expose :

Dans le cadre du marché pour le lot 1 « Aménagement voirie et réseaux » attribué à l'entreprise COLAS/GADAIS, il a été établi avec l'entreprise un avenant n°1 portant sur une moins-value de travaux et une régularisation de prix suite à l'inflation du coût des matériaux depuis 2021 et à l'absence de révision de prix depuis la signature du marché. Cet avenant n°1 de 23 421,93 € HT a été rejeté par les services de Trésorerie.

Après échange avec le comptable public, celui-ci autorise « cette régularisation exceptionnelle » qui tient compte de :

- L'oubli du mode d'actualisation du prix dans le marché signé en 2020,
- La fin du marché au plus tard début 2024,
- La possibilité de tenir compte de l'inflation dans les prix sur la base de l'article R.2194 du code de la commande publique,
- La revalorisation somme toute raisonnable de 3,8 % par rapport au marché initial, très loin du plafond de 50% rappelé par la circulaire BORNE « Théorie de l'imprévision » du 29/09/2022. »

Sur cette base, l'avenant n° 1 s'élève à 23 421,93 € HT pour un marché de base de 612 525,45 € HT.

Il est proposé au conseil municipal de valider l'avenant n°1 d'un montant de 23 421,93 € HT sur la base des éléments présentés,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** l'avenant n°1 au lot n°1 « Aménagement voirie et réseaux » à signer avec l'entreprise COLAS/GADAIS pour un montant de 23 421,93 € HT,
- **AUTORISE** M. le Maire à signer tout document en lien avec l'exécution de la présente délibération.

05.01.24 - AFFAIRES SCOLAIRES – PARTICIPATION COMMUNALE AUX UNITES LOCALISEES POUR L'INCLUSION SCOLAIRE (U.L.I.S)

Rapporteur : Iracème GONCALVES, en charge des affaires scolaires, sociales, de l'enfance et de la jeunesse

Mme Iracème GONCALVES, Adjointe en charge des affaires scolaires, sociales, de l'enfance et de la jeunesse, expose :

L'U.L.I.S de la Ville de Montaigu-Vendée est un dispositif permettant la scolarisation dans le premier et le second degré, d'élèves présentant des troubles de comportement (troubles des fonctions cognitives ou mentales, des troubles spécifiques du langage et des apprentissages, des troubles envahissants du développement...).

La commune de Rocheservière est appelée à participer aux charges de fonctionnement de l'année scolaire 2022/2023 pour un enfant de Rocheservière scolarisé dans cette classe spécialisée.

Le coût de la scolarité pour cet enfant a été estimé par la Ville de Montaigu-Vendée à 407,94 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés :

- **APPROUVE** la participation de la Commune de Rocheservière à hauteur de 407,94 € au budget de fonctionnement de l'U.L.I.S de la Ville de Montaigu-Vendée,
- **INDIQUE** les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2024 de la Commune de Rocheservière.

VOIRIE

06.01.24 - ACQUISITION DE LA PARCELLE N°AC 290 EN NATURE DE VOIRIE DU LOTISSEMENT RUE DE LA DOUCE

Rapporteur : Joël OIRY, 1^{er} adjoint en charge de l'aménagement, voirie et réseaux

M. Joël OIRY, 1^{er} adjoint en charge de l'aménagement, de voirie et des réseaux expose :

Le lotissement de la Douce possède une voirie en indivision aux colotis. Or, afin d'assurer l'entretien des voiries, de l'éclairage public ainsi que des remises en état ultérieures, il est nécessaire que la commune soit propriétaire de ces voiries.

Aussi, il est opportun que la commune intègre cette voirie et les parties communes dans le domaine public communal.

Il est proposé que dans ce lotissement, la commune procède à l'acquisition à titre gratuit de la parcelle AC n°290 de 1 274 m² en nature de voirie.

Les frais d'acte seront à la charge de la commune ainsi que les frais éventuels de main levée (actes et pouvoirs) des inscriptions aux hypothèques.

M. Joël OIRY précise qu'il s'agit de la partie haute uniquement. Il indique que tous les propriétaires ont été avisés et pour s'assurer de leur accord.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** l'acquisition à titre gratuit de la parcelle cadastrée AC n°290 de 1 274 m² en nature de voirie,
- **PRECISE** que les frais d'acte seront à la charge de la commune,
- **PRECISE** que les frais éventuels de mainlevée des inscriptions (actes et pouvoirs) aux hypothèques seront à la charge de la commune,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération

07.01.24 - ACQUISITION DE LA PARCELLE N°ZC 226 EN NATURE DE VOIRIE DU LOTISSEMENT RUE DE LA SOURCE

Rapporteur : Joël OIRY, 1^{er} adjoint en charge de l'aménagement, voirie et réseaux

M. Joël OIRY, 1^{er} adjoint en charge de l'aménagement, de voirie et des réseaux expose :

Le lotissement de la Source possède une voirie en indivision aux colotis. Or, afin d'assurer l'entretien des voiries, de l'éclairage public ainsi que des remises en état ultérieures, il est nécessaire que la commune soit propriétaire de ces voiries.

Aussi, il est opportun que la commune intègre cette voirie et les parties communes dans le domaine public communal.

Il est proposé que dans ce lotissement, la commune procède à l'acquisition à titre gratuit de la parcelle ZC n°226 de 849 m² en nature de voirie.

Les frais d'acte seront à la charge de la commune ainsi que les frais éventuels de main levée (actes et pouvoirs) des inscriptions aux hypothèques.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** l'acquisition à titre gratuit de la parcelle cadastrée ZC n°226 de 849 m² en nature de voirie,
- **PRECISE** que les frais d'acte seront à la charge de la commune,

➤ **PRECISE** que les frais éventuels de mainlevée des inscriptions (actes et pouvoirs) aux hypothèques seront à la charge de la commune,

➤ **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.

08.01.24 - ACQUISITION DE LA PARCELLE N°AC 211 EN NATURE DE VOIRIE DU LOTISSEMENT RUE DES GENETS

Rapporteur : Joël OIRY, 1^{er} adjoint en charge de l'aménagement, voirie et réseaux

M. Joël OIRY, premier adjoint chargé de la voirie et des réseaux expose :

Le lotissement de la rue des Genêts possède une voirie en indivision aux colotis. Or, afin d'assurer l'entretien des voiries, de l'éclairage public ainsi que des remises en état ultérieures, il est nécessaire que la commune soit propriétaire de ces voiries.

Aussi, il est opportun que la commune intègre cette voirie et les parties communes dans le domaine public communal.

Il est proposé que dans ce lotissement, la commune procède à l'acquisition à titre gratuit de la parcelle n°AC 211 de 980 m² en nature de voirie.

Les frais d'acte seront à la charge de la commune ainsi que les frais éventuels de main levée (actes et pouvoirs) des inscriptions aux hypothèques.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

➤ **APPROUVE** l'acquisition à titre gratuit de la parcelle cadastrée n°AC 211 de 980 m² en nature de voirie,

➤ **PRECISE** que les frais d'acte seront à la charge de la commune,

➤ **PRECISE** que les frais éventuels de mainlevée des inscriptions (actes et pouvoirs) aux hypothèques seront à la charge de la commune,

➤ **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération

Commentaires :

Suite à ces délibérations, M. le Maire ajoute que la procédure initiale de transfert des voiries dans le domaine public sera modifiée. En effet, Me ETIENNE, notaire à Rocheservière a indiqué que les voies privées peuvent être déclassées et intégrées dans le domaine communal dans le cadre d'une enquête publique.

A ce titre, la prochaine étape est de faire identifier par nos services toutes les parcelles concernées afin de procéder au transfert en ouvrant une seule et même enquête publique.

INFORMATIONS DIVERSES

DÉCISIONS DU MAIRE

M. le Maire porte à la connaissance du conseil municipal les décisions prises dans le cadre de la délégation accordée (article L.2122-22 du CGCT).

N° DÉCISION	DATE	OBJET
020-2023	13/12/2023	Travaux de désamiantage Salle du Grand logis - attribution à SAS France Désamiantage - 49360 TOUTLEMONDE Montant des travaux : 20 960 euros HT
021-2023	13/12/2023	Travaux de remplacement de la couverture Salle du Grand Logis - attribution à : LB BOIS METAL - 44650 CORCOUE S/LOGNE Montant des travaux : 23 013,28 euros HT et variante : 358 euros HT

022-2023	15/12/2023	Convention de prestation de désherbage 400 heures - année 2024 - attribution à REEL GES - 85600 BOUFFERÉ Montant de la prestation : 6 760 € TTC
023-2023	22/12/2023	Salle de restaurant le moulin : travaux de pose de panneau et d'un revêtement sur dalle de béton existante incluant la dépose du carrelage et de la chape - attribution à : ATELIER DU BOCAGE - 85260 MONTRÉVERD Montant des travaux : 6 682,86 € HT.
024-2023	29/12/2023	Rénovation de l'église - attribution d'une mission complémentaire (Etude maçonnerie) à : ESCA - 85000 LA ROCHE SUR YON Montant de la mission : 2 400 € HT.

ZAC LA CAILLONNIÈRE – 4 LOGEMENTS BAILLEUR SOCIAL PODELIHA

M. le Maire a rencontré le 12 janvier dernier des représentants de PODELIHA pour faire un point sur le projet de construction de 4 logements sociaux conformément à la délibération du conseil municipal du 26 janvier 2023.

Le compromis de vente est en cours d'établissement. PODELIHA a un accord-cadre avec un constructeur du Maine et Loire – permettant la construction des 4 logements avec ossature bois.

La proposition de délibération sera présentée à nouveau au conseil municipal, une fois connu l'avis des domaines et fixée la TVA sur marge.

BÂTIMENTS COMMUNAUX – TRAVAUX PROGRAMMÉS

M. Patrice PAVAGEAU, conseiller délégué, présente à l'assemblée les travaux qui ont été validés en fin d'année dernière pour une réalisation courant 2024.

Plusieurs bâtiments sont concernés :

- **Restaurant Le Moulin** : Restauration du parquet de la salle de l'étage

Montant estimatif : 9 000 €

Démarrage des travaux : 4 mars 2024 (Semaine 10) pendant la fermeture du restaurant.

- **Salle du Grand Logis**

Objet des travaux : Rénovation de la toiture de la Salle du Grand Logis

Désamiantage : 20 960 € HT

Remplacement de la couverture : 23 500 € HT

Démarrage des travaux : Mi-juin 2024

Il est envisagé de poser un bardage sur le pignon du bâtiment. Ces travaux feront l'objet d'un chiffrage et d'une inscription au budget 2024.

- **Eglise** : Rénovation de la charpente de l'Eglise

Montant estimatif : 440 000 € HT

Etablissement du DCE : mars/avril

Lancement du marché : début mai pour une attribution des lots au début juillet.

Travaux : de septembre 2024 à avril 2025

M. le Maire informe l'assemblée que la demande de subventions de 25% du montant des travaux a été déposé auprès du service du Département de la Vendée, et qu'il est en cours d'instruction.

M. Vincent BRÉTÉCHER demande si l'évêché participe au financement des travaux de rénovation. M. le Maire répond qu'il s'agit du clos et du couvert de l'édifice et que suivant la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est de la responsabilité publique, et donc c'est la collectivité qui doit financer.

M. Patrice PAVAGEAU précise qu'en réponse à la question de plusieurs élus si la collectivité envisageait le nettoyage des pierres et de la façade, cela ferait l'objet d'un autre marché.

Concernant une des cloches de l'église, la commune a reçu trois propositions. Un audit sera à priori à réaliser afin de déterminer le type de travaux à engager voire le remplacement de la cloche. Ces travaux pourraient bénéficier d'une subvention du Département (35 % du HT).

- **Salle des Châtaigniers :**

M. Patrice PAVAGEAU indique que la mise aux normes de cette salle sera très coûteuse. Actuellement, elle est encore utilisée par deux classes de l'école Gaston Chaissac pour la motricité.

- **Ecole Gaston Chaissac :**

Objet des travaux : Réfection du sol du hall de l'école maternelle.

M. Patrice PAVAGEAU informe les élus que le revêtement du sol du hall de l'école maternelle est usé à certains endroits. Pour la mettre à disposition des activités de motricité, il convient donc de le remplacer et de faire les différentes modifications de niveau de sol.

TRAITEMENT DES BIODÉCHETS

M. Antoine ORCIL, adjoint en charge de l'environnement - espaces verts et liaisons douces rappelle aux membres de l'assemblée que depuis le 1^{er} janvier 2024, le tri à la source des biodéchets est obligatoire.

Il indique aux élus que la commune de Rocheservière est une commune exemplaire. En effet, le nombre de composteurs mis à disposition est au-dessus de la moyenne du territoire.

Il précise que Terres de Montaigu proposera un kit de compostage gratuit (composteur + bio-seau) à condition d'assister à une cession de formation obligatoire.

Il sera remis lors de ces cessions de formation. Elles ont lieu chaque mois à la Valorétrie, sur RDV.

Trois nouveaux composteurs seront installés :

- **Cité des Voilettes**
- **Cité des Ormeaux**
- **Impasse des Charrons**

L'inauguration des 3 nouveaux composteurs se tiendra le **samedi 10 février 2024 à 10h**. Le discours officiel sera quant à lui à 11h30 en présence de M. Antoine CHÉREAU, président de Terres de Montaigu, Communauté d'Agglomération, et de M. Damien GRASSET, président de TRIVALIS.

VERNISSAGE EXPOSITION « LE CORPS »

Mme Martine FAUCHARD, adjointe en charge de la Vie Culturelle - Patrimoine - Tourisme et Associations, invite les élus au vernissage de l'exposition « Le Corps » de Lucie Bernard qui se tiendra **le samedi 27 janvier 2024 à 11h à la Médiathèque**.

CINÉ-DÉBAT « RÉSILIENCE GRAND LIEU ? »

M. Antoine ORCIL, adjoint en charge de l'environnement - espaces verts et liaisons douces informe l'assemblée la soirée Ciné-Débat organisée par la commission Environnement qui se déroulera **le vendredi 9 février à 20h30, à la salle du Bouton d'Art**. M. Daniel BRENON, réalisateur sera présent à cette occasion pour répondre aux questions à l'issue de la projection.

PLANNING PRÉVISIONNEL CONSEILS MUNICIPAUX

M. le Maire rappelle les dates des conseils municipaux du 1^{ER} SEMESTRE 2024.

- **Jeudi 8 février** à 20h30 en salle du Conseil Municipal
- **Jeudi 28 mars** à 20h30 en salle du Conseil Municipal
- **Jeudi 16 mai** à 20h30 en salle du Conseil Municipal
- **Jeudi 13 juin** à 20h30 en salle du Conseil Municipal
- **Jeudi 4 ou 11 juillet** à 20h30 en salle du Conseil Municipal

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt-deux heures et quatorze minutes.

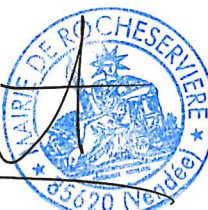

Le procès-verbal de séance du 25 janvier 2024 signé par :

La secrétaire de séance,



Marie-Andrée LARDIÈRE

Le Maire,



Bernard DABRETEAU